Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Ville de Beaurepaire

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION :
21 septembre 2022

NOMBRE DE CONSEILLERS :
EN EXERCICE :27
PRÉSENTS : 17
PROCURATIONS: 7
VOTANTS : 24
POUR : 24
ABSTENTION: /
CONTRE : /
N° 2022-60

L'an deux mille vingt-deux, le 29 septembre, à 19 heures 00, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick PAQUE, Maire,
ÉTAIENT PRÉSENTS à l'ouverture de la séance : Mesdames et Messieurs Cyril BRUZZESE- Sylvie DESCHAMPS - Clémentine FIGUET - Yann FLAMANT – Eliane GEOFFROY - Corinne JOURDAN - Béatrice MOULIN-MARTIN - Yannick PAQUE - Jean-Luc PETIT -Emilie RATTON - Jessica ROSINET - Pascal ROUSSET Kenan SOLMAZ – Geneviève TABARET - Hélène TALARCZYK - Claude VARENNES - Jérémie VIAL

Avaient donné procuration : Mesdames et Messieurs Sébastien BIZET (pouvoir Jean-Luc PETIT) – Willy GABRIEL (pouvoir Cyril BRUZZESE) - Serge BERNARD (pouvoir Claude VARENNES) – Jean-Pierre PODKOWA (pouvoir Yannick PAQUE) – Annie MONNERY (pouvoir Kenan SOLMAZ) – Fatima BENKHEIRA (pouvoir Jérémie VIAL) – Maria-Dolorès THUDEROZ (pouvoir Béatrice MOULIN MARTIN)

Etaient absents excusés : Valérie PELLETIER – Nathalie LACOSTE – Ilyes TELALI

Mme Jessica ROSINET a été élue secrétaire de séance

OBJET DE LA DELIBERATION : Convention mise à disposition au SMIEVE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Le SMIEVE a investi le R+2 de la maison des associations.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les termes de la dite convention, annexée à la présente.
- Autorise Monsieur le Maire à accomplir toute formalité et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Maire
Yannick PAQUE

VILLE DE BEAUREPAIRE 38270 (Isère)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Vienne ou via l'application www.telerecours.fr. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Ville de Beaurepaire

Convention d'occupation

VILLE DE BEAUREPAIRE / SMIEVE

ENTRE

La **Ville de Beaurepaire**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Yannick PAQUE**, dûment habilité à la signature des présentes en vertu de la délibération 2022-60

Ci-après dénommée « la Commune »

D'UNE PART

ET

Le SMIEVE, service de prévention et santé au travail, dont le siège social est situé 36 avenue général Leclerc – 38200 VIENNE, représenté par xx agissant en qualité de directrice, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « le Preneur »

D'AUTRE PART

soumis à approbation

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Article 1 - Désignation des locaux 3
Article 2 – Durée et résiliation 4
2.1. Durée 4
2.2. Résiliation 4
Article 3 - Destination des lieux Le Preneur est autorisé à utiliser les lieux loués pour y exercer les activités suivantes : 4
Article 4 – Conditions d'occupation 4
4.1. Accès aux Locaux 4
4.2. Occupation paisible et compatible avec le fonctionnement de l'établissement 4
4.3. Respect du règlement intérieur et des règles de sécurité incendie 5
4.4. Entretien des Locaux 5
Article 5 – Obligations de la Commune 5
Article 6 - Cession – Sous-location 5
Article 7 - Assurances 5
Article 8 - Redevance 6
Article 9 – Résiliation 6
Article 10 - Élection de domicile 7
Article 11 – Règlement des litiges 7

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Lesquels préalablement à la présente convention ont exposé et arrêté ce qui suit :

Préambule

La présente convention d'occupation est consentie sur un local situé 34 avenue Jean Jaurès, 38270 Beaurepaire. Cette mise à disposition est faite dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et révocable.

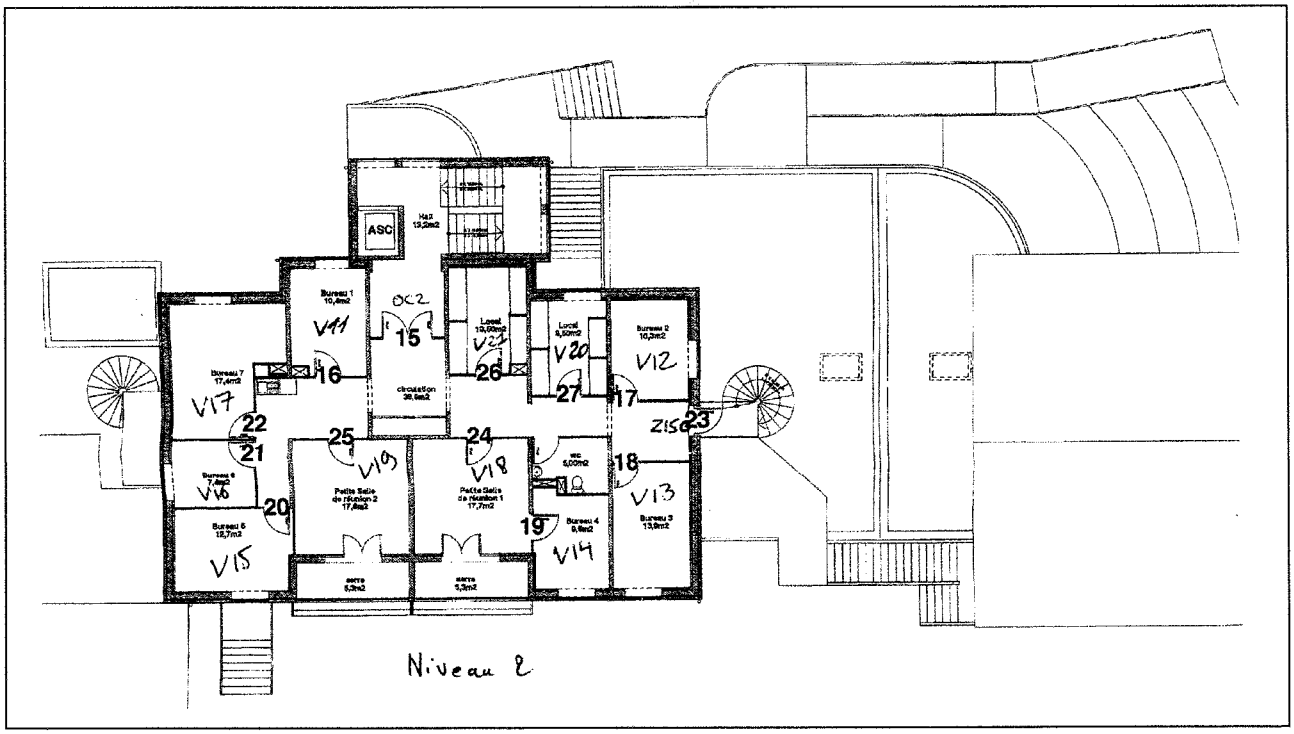
En conséquence, l'Occupant ne pourra, en aucun cas, revendiquer le bénéfice des règles du droit commun en matière de location de locaux ou des dispositions du statut des baux commerciaux tel qu'il résulte notamment des articles L.145-1 et suivant du Code du commerce.

Article 1 - Désignation des locaux

Les Locaux sont situés au 2ème étage de la maison des associations constituant les bureaux :

- B1, B3, B6 et B7 tous les jours de 0h à 23h59
- La salle de réunion B2 tous les jours de 12h à 14h aux fins de permettre au personnel de déjeuner
- Les sanitaires sis au 2ème étage pendant les heures d'utilisation

Tels qu'implantés ci-après :



Article 2 – Etat des Locaux

Le preneur intègre les Locaux dans l'état où ils se trouvent lors de leur entrée.

La commune effectuera une visite annuelle pour apprécier de la dégradation éventuelle des locaux. Un document sera établi à cette occasion, le preneur convié à participer à la visite

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

devra contresigner le relevé de situation.

Article 3 – Durée et résiliation

3.1. Durée

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 12 mois, commençant à courir le 01/10/2022, renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

3.2. Résiliation

La Commune et le Preneur peuvent, l'un ou l'autre, résilier la présente convention avant son terme moyennant le respect d'un préavis de deux mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

Article 4 - Destination des lieux

Le Preneur est autorisé à utiliser les lieux loués pour y exercer les activités suivantes :

- Le fonctionnement et la gestion du Service de Santé au Travail Interentreprises (SSTI) dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur avec pour finalité d'éviter toute altération de la santé des salariés des entreprises adhérentes du fait de leur travail

à l'exclusion de toute autre activité.

Pendant les périodes d'occupation, le Preneur sera libre d'afficher et d'exposer dans le Local des communications institutionnelles et commerciales. Il s'engage toutefois à les retirer en dehors des périodes d'occupation pour ne laisser aucune trace visible de cet affichage.

Article 5 – Conditions d'occupation

5.1. Accès aux Locaux

Le Preneur pourra occuper les Locaux pendant les plages horaires définies article 1.

Il est convenu entre les Parties que, pendant toutes les périodes d'occupation, le Preneur pourra recevoir dans le Local ses agents et tout autre visiteur en lien avec les activités du Preneur.

5.2. Occupation paisible et compatible avec le fonctionnement de l'établissement

Pendant les périodes d'occupation des Locaux, le Preneur s'engage à :

- ne pas troubler le bon fonctionnement de l'Etablissement et ne pas gêner les agents communaux, autres occupants conventionnés et les usagers ;
- ne pas nuire à la sécurité, la tranquillité et la salubrité de l'Etablissement.

Dans les Locaux, le Preneur exercera son activité, sous sa seule responsabilité, conformément aux lois et règlements s'y rapportant et dans le respect de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

5.3. Respect du règlement intérieur et des règles de sécurité incendie

Le Preneur s'engage à respecter, et à faire respecter par ses agents, les consignes de sécurité incendie et, le cas échéant, le règlement intérieur en vigueur au sein de l'Etablissement, lesquels seront préalablement communiqués par la Commune.

Le Preneur s'engage à informer la Commune de tout incident survenu dans le Local.

5.4. Entretien des Locaux

Le Preneur s'engage :

- à conserver le Local mis à disposition en bon état de propreté ;
- à prendre soin des biens mis à sa disposition par la Commune.

Article 6 – Obligations de la Commune

Pendant toute la durée de la Convention, la Commune s'engage à mettre à disposition du Preneur les Locaux, dans les conditions prévues à la Convention.
Par ailleurs, plus spécifiquement pendant les périodes d'occupation des Locaux, la Commune s'engage à :

- mettre à disposition du Preneur les biens mobiliers prévus aux articles 1 de la Convention ; les bureaux sont vides de bureaux, chaises ou armoires.
- fournir au Preneur un accès au courant électrique dans le Local ;
- permettre aux clients du Preneur d'entrer dans l'Etablissement ;
- le cas échéant permettre au Preneur de disposer dans l'Etablissement une signalétique d'orientation vers le Local à destination de ses clients qui devra être retirée après chaque utilisation ;
- permettre au Preneur, ses agents et ses clients d'accéder librement aux sanitaires de l'Etablissement.

Article 7 - Cession – Sous-location

Il est interdit au Preneur de céder droit, de sous-louer, ou de prêter les lieux loués, même temporairement, en totalité ou en partie sous quelque forme que ce soit, gratuitement ou au contraire contre rémunération, sauf accord exprès et écrit de la Commune.

Article 8 – Charges d'exploitation – impôts et taxes

Les frais de chauffage, d'éclairage, d'eau, de téléphone et informatique (maintenance) seront à la charge de la commune. Il en va de même des vérifications périodiques et de la maintenance des équipements (ascenseur).
Le Preneur aura à sa charge les abonnements (téléphone, accès internet), tous les impôts et taxes afférents à l'occupation des locaux et à son activité.

Article 9 - Assurances

Le Preneur fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait des Locaux pendant les plages horaires de mise à disposition.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Le Preneur sera seul responsable tant envers la Commune qu'à l'égard des tiers, de tous accidents ou dommages directs lui étant imputables.

Le Preneur fera son affaire personnelle des risques afférents à ses biens propres présents dans le Local.

Le Preneur s'engage à souscrire, pendant toute la période de mise à disposition, une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue et solvable. A la demande de la Commune, il pourra produire une attestation d'assurance.

Article 10 - Redevance

Le Preneur règle un droit d'accès de 5600 € à signature de la convention puis une redevance forfaitaire d'un montant de mille euros (1 000 €) par mois d'occupation des Locaux.

Ce montant comprend l'ensemble des frais liés à l'utilisation des Locaux, et notamment les consommations aux différents réseaux de fluide (eau, électricité), les charges liées à l'utilisation des parties communes par le Preneur et ses clients, ainsi que les éventuelles taxes associées.

Les frais relatifs au ménage des locaux, aux abonnements téléphonique et internet et à la gestion des ordures ménagères et assimilées seront supportés par le Preneur.

La facture de la redevance sera libellée au :

SMIEVE

36, avenue Général Leclerc

BP 287

38217 Vienne Cedex

Article 11 – Reprise des locaux

L'occupation du Local consentie étant précaire et révocable en vertu de l'article L. 2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, la Convention pourra être dénoncée à tout moment par la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, pour un motif d'intérêt général, sans que cela puisse ouvrir droit à indemnité pour l'Occupant.

La reprise des locaux ne pourra intervenir que moyennant le respect d'un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice de la disposition qui précède, chaque Partie pourra résilier la Convention en cas d'inexécution par l'autre Partie de ses obligations contractuelles, huit (8) jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, qui serait restée sans effet.

La résiliation prononcée pour inexécution est réalisée aux torts de la Partie défaillante et est sans préjudice des dommages et intérêts que la Partie victime du manquement sera en droit de réclamer.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE

Article 12 - Élection de domicile

Toute notification en vertu de la Convention ne pourra intervenir que par écrit et ne sera opposable à son destinataire que si elle est adressée par courrier recommandé à la Partie à laquelle la notification est adressée, à l'adresse et à l'attention des signataires de la Convention.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, chacune des Parties élit domicile en son siège social indiqué en tête des présentes.

Article 13 – Règlement des litiges

La Convention est soumise, en toutes ses dispositions, à la loi française.

Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informées des difficultés qui pourraient naitre de la Convention.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à la validité de la Convention, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de l'existence d'un litige par une Partie à l'autre Partie. A défaut d'accord amiable dans ce délai, le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Beaurepaire en deux exemplaires originaux.

Le 29 septembre 2022.

La Commune,

Yannick PAQUE

le Preneur,

VILLE DE BEAUREPAIRE 38270 (Isère)3

soumis à approbation

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le 06/10/2022
ID : 038-213800345-20220929-D_2022_60-DE